

Pour Guylaine Roujol Perez et Daniel Mendoza Leal, le pays veut en finir avec la collusion du pouvoir et des narcotrafiquants

« La Colombie aspire à un changement politique fort »

Cartels

A l'approche de l'élection présidentielle du 29 mai, les écarts se maintiennent entre les deux principaux candidats. **Gustavo Petro**, du **Pacte historique** (gauche), est crédité de 34 % des intentions de vote, contre 23 % pour **Federico Gutierrez d'Equipe pour la Colombie** (droite), qui passe pour être un poulain d'**Alvaro Uribe**. Plus loin derrière suivent le promoteur immobilier **Rodolfo Hernandez** (12 %) et **Sergio Fajardo** (Centre Espérance, centre gauche) avec 9 %.

Interview Gilles Sengès

JOURNALISTE AU PARISIEN, GUYLAINE ROUJOL Perez vient de publier *Dans les pas d'Alvaro Uribe Velez, le président de la mafia* (Editions Fauves, 228 pages, 20 euros), un livre consacré à l'ex-président de Colombie (2002-2010). Ancien avocat reconverti dans le journalisme, Daniel Mendoza Leal, son pourfendeur, contrainct d'être exfiltré en France, en 2020, du fait de menaces de mort, est le cofondateur du site d'information *La Nueva Prensa* et le créateur de *Matarife*, une série documentaire sur la corruption du pouvoir dans son pays.

On pensait que, processus de paix oblige, la Colombie était en voie de normalisation. L'image que vous en donnez est toute autre, avec des narcotrafiquants plus puissants que jamais, aidés en cela par les hommes au pouvoir...

Guylaine Roujol Perez : Le pays continue, en effet, à assurer 75% de la production de cocaïne dans le monde et les cartels sont toujours aussi florissants.

Daniel Mendoza Leal : Comme je le montre dans mes séries, documents à l'appui, c'est le gouvernement qui contrôle le trafic de drogue. Il existe des liens organiques entre l'armée, les groupes paramilitaires, les narcotrafiquants et le gouvernement. A l'instar de notre vice-présidente, dont on a découvert qu'une de ses sociétés immobilière blanchissait de l'argent de la drogue depuis des années. Elle est toujours en place. On ne compte plus les dirigeants et hauts fonctionnaires impliqués dans le trafic. Ce n'est pas exagéré de dire que le remplaçant de Pablo Escobar, l'ancien chef du cartel de Medellín, est Alvaro Uribe, notre ancien Président. Il est avéré qu'il en était un des membres. Son père blanchissait l'argent pour le compte de Jorge Ochoa, l'un des fondateurs du cartel, et il doit sa carrière à Pablo Escobar qui l'a fait nommer à la direction de l'aviation civile après avoir fait exécuter son prédécesseur. C'est ainsi que le narcotrafiquant a pu disposer de toutes les licences de vol et des pistes d'atterrissage qu'il voulait pour transporter la drogue. Le cartel de Medellín n'aurait pas été ce qu'il a été sans l'aide d'Alvaro Uribe. Nommé maire de Medellín par le président colombien, en 1982, il sera destitué quelques mois plus tard pour avoir vraisemblablement participé à une réunion avec des dirigeants du cartel, en utilisant un hélicoptère officiel pour s'y rendre ! Ce qui ne l'a pas empêché de devenir, par la suite, avec l'appui des narcotrafiquants et des groupes paramilitaires, gouverneur de la région d'Antioquia, puis président du pays.

Quelle est sa situation judiciaire ?

G.R.P. : Il fait l'objet de près de deux cents plaintes dans différentes instances et d'une trentaine devant la Cour suprême. Il a été assigné à résidence pendant quelques mois dans le cadre d'une enquête pour subornation de témoins et fraude. Il a été dénoncé par un paramilitaire qui a vécu dans l'une des propriétés de la famille Uribe où a été mise sur pied une milice qui, sous couvert de lutter contre la guérilla, a surtout semé la terreur dans la région, en confisquant des terres, en tuant des opposants et tous ceux qui pouvaient gêner. Inutile de vous dire que ce témoin, qui a enregistré la tentative de subornation dont il a été l'objet, est l'homme le plus protégé du pays. Quant à Alvaro Uribe, il a habilement démissionné de son poste de sénateur en août 2020 pour éviter que l'essentiel de ses dossiers soit traité par la Cour suprême. Ils ont été confiés à la justice ordinaire dont le procureur général est nommé à partir d'une liste fournie par le président, son protégé Ivan Duque.

D.M.L. : L'Etat colombien est une organisation criminelle dont les institutions protègent



« Le pays continue à assurer 75% de la production de cocaïne dans le monde », rappellent Daniel Mendoza Leal et Guylaine Roujol Perez.

Alvaro Uribe. Mais il est aussi accusé d'avoir acheté des votes par le biais des cartels pour faciliter l'élection d'Ivan Duque et là c'est un dossier que la Cour suprême ne veut pas lâcher. Il y a des écoutes qui en témoignent.

La Drug Enforcement Administration (DEA), l'agence américaine chargée de lutter contre le trafic et la distribution de drogues, ne l'a jamais inquiété ?

D.M.L. : La cocaïne n'est pas seulement de la poudre, c'est aussi de l'argent investi par les narcotrafiquants aux Etats-Unis. Cela irrigue l'économie américaine. Il n'y a pas vraiment de guerre contre la drogue aux Etats-Unis. Pour cette raison, la situation n'est pas près d'être résolue. C'est en plus un négoce très difficile à démembrer. Mais les Américains savent très bien qui est Alvaro Uribe.

Rien n'a donc changé avec le processus de paix ?

G.R.P. : Il prévoyait plein de choses, notamment une réforme agraire avec la substitution aux cocaïers d'autres cultures qui n'a pas été menée à bien. Successeur de Juan Manuel Santos (2010-2018), l'initiateur de l'accord pour lequel il a reçu le prix Nobel de la paix, Ivan Duque n'avait pas caché lors de son élection qu'il ne ferait aucun effort pour l'appliquer. Les guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) se sont bien démobilités, mais les territoires qu'ils ont abandonnés ont été pris en main, non par l'Etat colombien, mais par des groupes paramilitaires, des dissidents, etc. Résultat, toutes les zones frontalières qui servent à la sortie de la drogue sont à feu et à sang. Pour les gens qui vivent dans ces régions, c'est encore la guerre. Il y a des massacres tous les jours ! Il y a encore des « faux positifs » (les assassinats de civils par des membres de l'armée dans le but de les faire passer pour des guérilleros morts au combat) en plus des 6 400 recensés entre 2000 et 2008 par la Juridiction spéciale de la paix (JEP).

Que pensez-vous de Gustavo Petro, le candidat de la gauche colombienne, donné favori pour l'élection présidentielle du 29 mai ?

D.M.L. : Durant toute sa carrière, il n'a eu de cesse de dénoncer la « parapolitique », les paramilitaires et les narcotrafiquants, ce qui l'a contraint à quatre années d'exil. Il est présenté comme un communiste, mais c'est faux ! Ce n'est pas un socialiste, c'est un libéral, un démocrate. Le choix n'est pas entre un libéral et un conservateur, mais entre la vie et la mort. Et la vie est en train de gagner. Il a remporté les élections législatives du 13 mars avec le Pacte historique, qui n'a aucun lien avec les paramilitaires et les narcos.

G.R.P. : Les enquêtes montrent qu'il peut être élu dès le premier tour. Après tous les mouvements sociaux réprimés dans le sang l'an dernier, avec beaucoup de morts et de disparus, il y a un fort mouvement en faveur du changement. Les gens n'en peuvent plus. Maintenant, on a peur de ce qui peut se passer au moment des élections.

@Gillesengès